

## **L'argent et l'éthique - Les perspectives d'innovations sociales ouvertes par l'argent considérée comme une « technique »**

La crise actuelle, immobilière, financière, monétaire, des finances publiques dans certains pays, puis finalement économique, renvoi à la séquence classique des mythes grecs : utilisation par les hommes de techniques – financières en l'occurrence - de plus en plus sophistiquées et puissantes, « hybris », déraison, passions, puis retour brutal à l'ordre implacable du réel. Dans le cas présent, l'argent apparaît être au cœur de ce processus tragique.

Plus globalement, l'argent, au sens large, la finance, « l'économie financière », distinguée et opposée à « l'économie réelle »<sup>1</sup>, sont régulièrement pointés du doigt pour leur responsabilité dans différents problèmes sociétaux (y compris des problèmes écologiques), pour leurs effets pervers, de « passage aux limites » ou « contre productifs » sur la société et son évolution.

Ces problèmes attribués à l'argent semblent toujours plus importants, inévitables et irréversibles pour certains d'entre-eux, tels les effets d'une funeste fatalité. Il faudrait alors « purifier » l'économie, privilégier « l'économie réelle » au détriment de l'économie financière, encadrer, contrôler, limiter les usages de l'argent et l'innovation financière. Ou bien alors, à l'opposé, il faudrait accepter comme naturel et inévitable un ordre des choses fait de crises successives (considérées comme appartenant au processus « cognitif » d'ajustement des marchés) et d'une évolution globale faite de destructions de structures et de relations sociales, de destructions de systèmes et de ressources naturelles, vers une société toujours plus marchande et toujours plus artificielle, déconnectée de la nature et du social.

Cependant, les choses sont-elles si évidentes, tiennent-elles complètement dans cette alternative ? La « bonne » économie réelle d'un côté, produisant des effets bénéfiques pour la société et la « mauvaise » économie financière de l'autre, l'argent, à l'origine des maux, des malheurs dont souffre la société (et la nature ou la relation nature-société) ? Faudrait-il simplement rejeter certains usages de l'argent ? En revenir à des pratiques du passé (ou trouvant leurs légitimités dans un passé idéalisé), tel que le troc ? Faudrait-il limiter de façon drastique le développement des techniques de la banque, de la finance, de l'assurance ? Limiter la dématérialisation des techniques d'échange et de paiement permises par les technologies de l'information ? Etc. Est-ce même d'ailleurs possible dans notre civilisation aujourd'hui ?

Ou bien au contraire est-il possible de concevoir des usages de l'argent maîtrisés et raisonnables ? Voire plus loin, inventer des usages et des outils innovants, répondants mieux aux besoins et aux enjeux de la société, dans

---

<sup>1</sup> Voir à ce sujet les analyses de Jean-Pierre Dupuy, qui montre que ces deux économies que certains opposent sont une et reposent sur les mêmes mécanismes.

des logiques rompant avec l'impératif de croissance considérée de fait comme pierre angulaire d'un « projet de société », des logiques dépassant la simple redistribution d'un gâteau qui ne grossit plus de façon évidente et dont la recette peut même s'avérer toxique ?

Une façon de répondre à cette interrogation, en utilisant ses propres éléments sous-jacents de tension, tension générique du développement durable entre d'une part la dénonciation romantique de la modernité, du progrès technique et d'autre part un rationalisme techniciste, idéalisant le « droit naturel » (le marché comme ordre social naturalisé), consiste à réfléchir à l'argent considéré comme une technique.

Cette approche permet de proposer une solution pragmatique à la question de l'argent, pour une société bonne (meilleure), plus juste et plus efficace, plus soutenable, plus soucieuse de nombreux intérêts faibles du système Marché / Etat libéral / Bureaucratie, sans rejeter en bloc les outils et pratiques financières et assuranciels, tout en prenant en compte les critiques faites aux conséquences sociétales négatives de l'argent.

Considérer l'argent comme une technique permet en effet :

1/ De poser les termes de la tension entre deux visions opposées de l'argent, l'une considérant l'argent (au sens large, les pratiques, mécanismes, instruments, les logiques, financières et monétaires) comme portant intrinsèquement préjudice à de nombreuses dimensions des relations sociales, à des dimensions fondamentales de l'action et de la nature humaine, l'autre considérant au contraire, l'argent, ses mécanismes, instruments, logiques, comme un des éléments clefs d'un ordre du monde efficace.

2/ De montrer les impasses pratiques de cette opposition et les possibilités de son dépassement, dans des logiques de négociation, d'innovation et de « construction sociale », qui sont celles du développement soutenable.

3/De présenter quelques exemples de pratiques, instruments, mécanismes, logiques financières qui relèvent de cette tentative de dépassement et sont autant d'innovations techniques et sociales / sociétales dans le domaine de l'argent.

### **1/ L'argent comme technique et la critique essentialiste de la technique :**

L'argent peut être considéré comme une technique, un « outil », un ensemble de dispositifs, d'instruments, de pratiques et de logiques d'action et de cognition, servant comme moyens les fins complexes et multidimensionnelles des échanges et des relations socioéconomiques.

L'argent est sans contexte un moyen très utile à la l'économie et à la société. L'argent est à la fois un moyen de favoriser les échanges et un des vecteurs

de traduction dans la société des raretés, des contraintes physiques du réel. Il a pour propriété d'augmenter considérablement la puissance d'action humaine, dans le temps (intérêt), dans l'espace (change, convertibilité), dans la diversité (des marchandises : son caractère fongible), dans l'altérité sociale des échanges (comme outil de relation aux autres qui ne sont pas dans nos « communautés » et comme vecteur d'échanges anonymes), dans son ampleur (crédit, dette, effet de levier). Il procure des capacités à traiter l'incertain (épargne, mécanismes de l'assurance, investissement), à coordonner les actions individuelles (mutualisation de l'assurance), à porter un projet collectif (banque centrale, rôle des Etats, finances publiques), à représenter des entités supra-individuelles (Etats, Europe) et en marquer la puissance et la légitimité (« droit de battre monnaie »).

De plus, à l'argent sont associées explicitement des valeurs, y compris transcendantes (« In god we trust<sup>2</sup> »), des symboles et des attachements divers (question du « rapport à l'argent » des uns et des autres). L'argent est également support et vecteur de désirs et de pulsions humaines.

Au niveau individuel, l'argent est associé à des mécanismes cognitifs et relationnels : vénalité, « raison calculante », mécanismes psychologiques de « rétention », mécanismes cognitifs de projection dans l'avenir, de réaction face aux risques, etc.

Du côté des acteurs sociaux de l'argent, des activités économiques liées aux services financiers, il faut souligner la très grande importance, la profondeur et le caractère structurel / structurant de la « surface de contact » (pour parler RSE) de ces activités avec la Société. Les travaux récents des acteurs de ces secteurs en matière de RSE le montrent de façon convaincante (Geneva Association for Risk and Insurance, Association Française de l'Assurance, FFSA et GEMA par exemple pour l'assurance, Association Bancaire Italienne par exemple pour la banque).

Dans le même temps, il faut souligner que les secteurs des services financiers, banque et assurance, comptent aujourd'hui parmi les activités économiques soumises au plus fort niveau de régulation sociale, de la loi, à la RSE en passant par les normes<sup>3</sup>, accords volontaires et autorités de contrôle indépendantes.

L'argent est au total une technologie très « invasive » et diffuse au regard de la société, une technique structurante et identitaire pour le type de société dans lequel nous vivons.

---

<sup>2</sup> Le dieu dont il s'agit sur les Dollars américains n'est pas obligatoirement à considérer comme une figure religieuse ; il s'agit plutôt d'un appel à un principe supérieur fondant la nation. Il faut aussi noter combien le détournement de cet objet symbolique qu'est le billet de banque connaît un succès qui ne se dément pas.

<sup>3</sup> La question de savoir si ces régulations sont effectives, appliquées, contrôlées et sanctionnées, si elles sont conçues de façon à mordre réellement dans l'activité financière est un autre question.

La face négative de l'argent montre, sans entrer à ce stade dans la critique essentialiste de l'argent en tant que technique, ce que nous ferons plus loin, un certains nombres de problèmes économiques majeurs liés à l'argent. Les connaissances actuelles en économie démontrent l'ampleur des dérèglements et des problèmes liés à l'argent :

- « Economie de casino » et comportements mimétiques allant à la catastrophe, phénomènes de bulles spéculatives ;
- Non neutralité de la monnaie ;
- Sous investissement spontanée par les marchés dans des secteurs à enjeux sociétaux ;
- Jeux stratégiques autour des politiques de finances publiques ;
- Effets de dissonances cognitives liées aux valeurs monétaires ;
- Etc.

L'argent est donc un moyen puissant, souple, efficace dans beaucoup de situations, mais également particulièrement dangereux. On peut certes déplacer le problème en rejetant ces aspects négatifs de l'argent sur la responsabilité du politique (mauvaise politique de crédit, mauvaise régulation, mauvais contrôle, etc.), mais l'argent demeure au cœur du problème.

Plus loin, dans la tradition ouverte par des philosophes comme Martin Heidegger, Hans Jonas mais aussi Jacques Ellul<sup>4</sup>, Lukács, Marcuse (dans une certaine mesure), etc. certains techniques, notamment celles issues de la science, mais aussi celles donnant une large place à certains traits de la nature humaine (l'intérêt, le calcul, la « raison calculante », la recherche de l'efficacité, la rationalisation) sont considérées comme faisant courir le risque d'abîmer irrémédiablement la nature humaine (et la nature), et au final d'amoindrir les possibilités d'une « vie authentiquement humaine » (H. Jonas) pour les générations futures. Cette analyse peut être appliquée à l'argent.

Repris par de nombreux écologistes (comme élément pilier de l'écologie politique) et par différents mouvements sociaux critiques (« nouveaux mouvements sociaux »), ce point est également en partie souligné par Max Weber lorsqu'il voit la rationalisation, la volonté de contrôle (par les logiques et pratiques bureaucratiques) comme une « cage de fer » enserrant l'action humaine.

Si l'on adopte cette vision de la technique, dite « essentialiste », les développements des techniques liées à l'argent sont perçus par nature comme très problématiques et à limiter de façon drastique. Cette conclusion repose non seulement sur la dénonciation d'effets négatifs de la technique, mais également sur une analyse considérant la technique comme :

---

<sup>4</sup> D'autres penseurs critiques de la modernité et du progrès ne retenant qu'une partie seulement de cette critique essentialiste de la technique, par exemple Ivan Illich ou André Gorz, chez qui une technique, même complexe du point de vue technologique, peut être « conviviale » si elle fait l'objet d'un processus social d'appropriation et de « conventionnement ».

- autonome (vis-à-vis de la société) du point de vue de son développement et de son « projet »,
- porteuses de valeurs, non neutre par rapport aux valeurs existantes dans la société, et allant à l'encontre de certaines valeurs, notamment de valeurs considérées comme positives ou supérieures (le don ou la gratuité par exemple dans le cas de l'argent).

Dans le cas de l'argent, cette analyse essentialiste conduit à penser que derrière l'usage de l'argent, sa généralisation (diminution sinon disparition du troc et de la production familiale, affaiblissement des logiques de don), son développement (produits et services financiers, moyens de paiement, etc. de plus en plus innovants et répandus), avance masqué un « projet » de société porteur de problèmes éthiques.

De même que les autres techniques visées par la critique essentialiste de la technique, l'argent n'est pas un outil neutre du point de vue des valeurs, au-delà des valeurs qu'il porte de façon explicite. Ses usages conditionnent en partie les fins qu'il sert et accentuent ou amoindrissent certains traits des relations humaines et certaines dispositions de la nature humaine dans l'échange ou d'autres comportements (la projection dans l'avenir ou l'évaluation, donc l'exercice de choix collectifs par exemple).

Par nature, l'argent participe au développement des relations marchandes, dont on sait qu'elles ne captent pas toujours l'ensemble des valeurs et des enjeux liés aux échanges dans la société.

D'une certaine manière, on peut dire que les usages de l'argent, les instruments, outils et logiques financiers, constituent une part importante du monde social dans lequel nous vivons et qui détermine nos existences<sup>5</sup>. En ce sens, l'argent est intimement lié au mouvement de marchandisation des rapports sociaux et de certains objets ou processus (la terre, la nature, le travail,...), mouvement dénoncé il y a déjà plus de 60 ans au plan théorique par Karl Polanyi (*La grande transformation*) qui y voit une des modalités majeures du « désencastrement social » des activités économiques.

Chez certains défenseurs de la vision essentialiste de la technique (J. Ellul par exemple), fins et moyens sont même considérées, pour certaines techniques particulièrement structurantes, l'argent en fait certainement partie, comme totalement confondues.

A cette vision essentialiste de la technique, non neutre et autonome vis-à-vis de la société, on peut, par exemple avec Andrew Feenberg (*Repenser la technique – Vers une technologie démocratique*), de façon schématique (il existe des graduations et des nuances), opposer trois visions alternatives :

---

<sup>5</sup> Avec le paradoxe que les gens les plus riches peuvent paraître moins déterminés que les plus pauvres par l'argent et ses valeurs associées.

- La conception marxiste orthodoxe de la technique : le déterminisme technologique : la technique est autonome vis-à-vis du social dans son développement, mais elle est neutre, ne porte pas de valeurs en elle-même ; elle détermine les formes de la société par les possibilités et les modalités de domination qu'elle permet. Dans ce schéma, la question est celle du strict contrôle politique, par l'Etat, de l'argent ;
- Le « progressisme libéral »<sup>6</sup> : la technique peut être instrumentalisée pour des fins sociales, de façon positive, car elle est contrôlée/contrôlable et neutre, elle n'est qu'un moyen particulièrement efficace et rationnel. Dans cette vision, le développement libre des processus marchands, des logiques financières, des instruments et des marchés financiers va de paire avec une amélioration de l'efficacité de l'économie et de la société. Il faut laisser faire autant que possible les innovations financières et ouvrir un maximum d'échanges sociaux aux logiques de l'argent.
- Le constructivisme sociale de la technique<sup>7</sup> : la technique n'est pas neutre au plan des valeurs, il faut prendre en compte les valeurs qu'elle porte, de façon explicite et implicite, dans un dialogue social avec d'autres valeurs et dans un processus de contrôle social permettant les choix conjoints de fins et de moyens. C'est cette dernière position que nous allons explorer plus avant dans la suite de ce texte.

## **2/ Les impasses pratiques de la conception essentialiste de la technique et les possibilités de son dépassement, application à l'argent :**

En pratique, dans la réalité des dynamiques des jeux sociaux et économiques, la conception essentialiste de la technique, si elle permet de mettre en lumière certains effets négatifs de la technique sur la société et la nature humaine, en montrant son caractère non neutre, n'apporte pas d'autres solutions qu'un rejet en bloc, impossible à mettre en œuvre, hormis par une action dictatoriale, à tout le moins par un Etat autoritaire (solution préconisée par Jonas dans son *Principe responsabilité*). Aussi dans ses effets concrets, cette conception essentialiste ne se distingue pas vraiment des positions marxiste orthodoxe ou « progressiste libérale » puisqu'elle se révèle inapplicable, au-delà de certains discours de dénonciation ou de dévoilement.

Seules la dénaturalisation de la technique, la prise en compte des jeux sociaux liées à la technique, la reconnaissance du fait que les techniques sont et peuvent (doivent) être socialement déterminées, qu'elles portent, en plus des valeurs, du sens et des attachements, et l'engagement dans ces jeux sociaux, permettent de dépasser les limites des conceptions marxiste

---

<sup>6</sup> Je reprends là les termes de Feenberg.

<sup>7</sup> On peut rapprocher cette position d'une posture pragmatique, au sens de la philosophie pragmatique anglo-saxonne, même si elle est *grosso modo* celle de penseurs ou d'acteurs très divers, allant de certains post-marxistes à des pragmatiques affirmés, des sociaux démocrates, des libéraux modérés, des sociaux libéraux ou plus prosaïquement des entrepreneurs, des responsables d'entreprises ou d'organisation de la société civile confrontés dans leurs pratiques aux enjeux sociaux de la technique.

orthodoxe, essentialiste et « progressiste libérale » des techniques. Il en résultent des innovations techniques et sociales / sociétales. C'est ce que la réalité permet de constater dans le cas de l'argent.

### **3/ Quelques exemples de pratiques, instruments, mécanismes, logiques financières relevant de la « construction sociale de l'argent » et permettant des innovations sociales répondant à des besoins et des enjeux sociétaux :**

Les réponses observées face aux sociétaux enjeux de l'argent, comme dans le cas de nombreuses techniques ayant échappées au monopole des experts et des acteurs les plus puissants aux plans économique et politique et s'étant émancipé du champ des objets et phénomènes « naturels » (naturalisés par certaines conceptions idéologiques), passent par la participation active de nombreux acteurs sociaux à la construction des « codes sociaux » accompagnant les techniques.

Cette participation ne remplace pas, mais complète et repositionne le rôle des experts et des acteurs techniques (les financiers, les banquiers, les actuaires, etc. dans notre cas). Elle permet des innovations, techniques et sociales / sociétales. Elle pose la question de la médiation des connaissances techniques pour le débat public, la question de la prise en main des éléments techniques par les acteurs sociaux. En miroir, une autre question est celle de l'intégration de nouveaux codes sociaux par les techniciens, dans la gestion technique de l'argent : comme traduire, par hybridation, dans la logique financière, une demande sociale nouvelle, par nature extra-financière ?

Enfin, une autre question essentielle est celle du rôle, nécessaire, des autorités et des organes de régulation. Doivent-ils se contenter de réagir après coup face aux innovations sociales attachées à l'argent ? Chercher à les susciter ? Les encourager ? Les généraliser ? Souvent, il s'agit déjà de ménager des espaces pour permettre ces innovations, les autoriser.

Le cas de l'argent montre de nombreux exemples de processus de construction sociale et de participation, avec de nombreuses expérimentations dans lesquelles des acteurs sociaux participent à la création de nouveaux codes sociaux, de nouvelles conventions sociales changeant ou infléchissant le sens, les propriétés et les finalités des instruments financiers, de pratiques et logiques financières. On peut analyser comme fruits de tels processus des pratiques et des outils très diverses et touchant un part croissante du domaine de l'argent, tels que (parmi d'autres) :

- L'Investissement Socialement Responsable ;
- La microfinance et la microassurance ;
- Les méthodes de notation extra-financière ;
- Les indices de marchés de développement durable ;
- La finance solidaire ;
- Les systèmes de taxation des transactions financières type « taxe Tobin » ;

- Les monnaies alternatives (« Open Money »), les monnaies privées, les monnaies solidaires et les systèmes d'échanges locaux (SOL, « Noix », etc.) ;
- Les fonds financiers à objectifs sociaux, sociétaux, écologiques<sup>8</sup> ;
- Les mécanismes de compensations financières d'impacts écologiques non marchands ;
- Les méthodes d'évaluation monétaires<sup>9</sup> d'actifs ou d'options non marchandes (valeur d'existence, valeur de legs, valeur d'option, etc.) ;
- La finance islamique ;
- Etc.

Plus largement, du côté des grands acteurs économiques des services financiers et d'assurance, les politiques et les stratégies de RSE, en tant qu'elles tentent de répondre à des demandes sociales et des enjeux sociétaux, à des parties prenantes au-delà des interlocuteurs métiers traditionnels et lorsqu'elles ne se limitent pas à une communication « Greenwashing », intègrent des processus de dialogue qui contribuent à redéfinir des codes sociaux associés à l'argent et peuvent se concrétiser par des innovations. Des exemples intéressants, parmi de nombreux exemples, sont l'étiquetage sociétal et écologique des produits bancaires (Groupe Caisse d'Epargne, programme « Bénéfices Futur ») ou la stratégie et les pratiques d'une banque spécialisée telle que Triodos ou bien encore le fonds pour la compensation écologique de projets d'aménagement mis en place par la Caisse des Dépôts (CDC biodiversité).

Dans le passé, les créations des banques coopératives ou des assurances mutualistes, ont elles aussi été la conséquence de processus sociaux redéfinissant les modalités d'usages et les fins d'instruments, d'outils financiers, de pratiques et de logiques financières.

Sur le fond, on peut dire que de toute façon il n'y a pas de valeur économique, de désir pour l'échange, sans un processus social de construction de valeurs (de « spéculation » dit Jean-Pierre Dupuy, au sens de comparaison à l'autre). De même, en matière d'assurance, il n'y a pas de risques en soi, mais des risques construits par des regards et des interactions sociales, qui amènent à considérer tels ou tels événements comme un risque<sup>10</sup>.

---

<sup>8</sup> La philanthropie pose problème dans cette analyse, car si elle instaure des usages de l'argent en direction d'enjeux de la société, elle ne résulte pas pour l'essentiel de discussion entre acteurs, mais de la volonté d'une personne ou d'un comité de décideurs dans une organisation.

<sup>9</sup> A la condition que ces évaluations ne soient des fins en elles-mêmes, le calcul coût / bénéfices étant supposé donner le choix social « optimal », mais des éléments à intégrer dans des processus de discussion multi-acteurs, multi-critères, en proposant des valeurs économiques là où il n'y a qu'une gratuité de façade (pollutions, actifs naturels, etc.).

<sup>10</sup> Ce processus est peut-être encore plus important dans le cas des risques produits par l'homme et la société et non par la nature.

L'argent, au sens large et comme technique, apparaît donc largement comme un domaine d'innovations sociales/sociétales cherchant à prendre en compte des enjeux de la société. Il n'est donc pas seulement une technique au service d'un unique projet de société.

En dehors de toute « pureté », toutes ces pratiques doivent en permanence « faire avec » la non neutralité de l'argent, dans des tensions et des antagonismes qui sont le propre des pratiques du développement durable. Elles ne trouvent de solutions, seulement satisfaisantes et souvent « locales », que dans des processus délibératifs de construction et d'exploration des enjeux communs, des risques et des compromis possibles, pas dans des solutions techniques idéales, optimales ou dans une politique conçue comme organisation de aménagement de compromis et partage de pouvoir entre semblables.

Les réussites, les échecs, la vitalité et l'impact de telle pratiques et usages de l'argent dépendent des poids relatifs de l'investissement des acteurs sociaux portant telles ou telles valeur, défendant tels ou tels intérêts, de leur engagement dans les interactions sociales, au-delà des interactions strictement économiques clients / producteurs / marchandises. C'est donc à la condition d'entretenir une société vivante, riche d'échanges et de débats, une citoyenneté économique dynamique, pleine de sens, perpétuellement renouvelée<sup>11</sup>, dans de véritables espaces publics autonomes, en lien avec les centres institutionnels, que l'argent, comme technique d'échanges, de coordination et de décisions complexes, peut participer d'une éthique propre à répondre à nos enjeux collectifs.

**Rodolphe Vidal, ingénieur de recherche à la Chaire Entrepreneurat Social Essec, doctorant au C3ED / IACA à l'Université de Versailles Saint Quentin en Yvelines.**

---

<sup>11</sup> Ce renouvellement permanent dans la participation aux enjeux collectifs des acteurs des espaces publics autonomes est une condition très important de validité des processus participatifs, souligné par exemple par John Dewey dans *Le public et ses problèmes*.